



CIBLE

Alerte

Une compagnie d'assurance propose l'assistance d'un psychologue en cas d'agression physique, même bénigne. L'offre commerciale paraît empreinte de sollicitude. Elle peut aussi résonner comme un signal d'alerte.

Depuis plusieurs années, les rescapés d'attentats, de sinistres importants et de catastrophes naturelles bénéficient des secours de psychiatres dépêchés sur les lieux mêmes de la catastrophe. Nul ne songe à récuser ce type de soins. Mais l'appel aux psychologues est de plus en plus fréquent. Leurs services sont proposés aux témoins des accidents, ils interviennent à la télévision pour expliquer comment parler aux enfants qui regardent les images d'actes terroristes, et certaines entreprises leur font appel en cas de conflit social.

A partir de bonnes intentions, on s'expose à d'inquiétantes dérives. Où finit le traitement médical des traumatismes psychiques, et où commence l'évacuation en douceur de la juste colère contre les patrons qui sont responsables d'accidents mortels ou de licenciements intempestifs ? Gare à la société psychiatisée !

RECOURS

L'épreuve des rois

Enquête

L'or en Guyane

p. 6/7

Idées

Le principe d'humanité

p. 9

Au revoir...

Après longue hésitation, j'ai finalement décidé d'arrêter mon abonnement à *Royaliste*.

J'ai longtemps apprécié votre liberté de ton et une vision des choses courageuse, loin de la pensée unique et de la standardisation internationale dans laquelle on veut nous fourrer. La médiocratie génère une tyrannie douce et insidieuse : votre honneur est d'y résister.

Mais l'an passé, je n'ai pas apprécié votre allégeance à la vieille idole royale qui mourrait en faisant un pied de nez aux héritiers...

Je vous trouve finalement trop respectueux envers les pouvoirs établis et trop révérents envers les chefs d'État magouilleurs qui sont la honte de nos démocraties. Je comprends qu'on respecte une fonction mais pas les hommes d'État qui la salissent.

Je préfère finalement le mexicain Marcos avec sa pipe et sa cagoule, aux têtes couronnées et républicaines satisfaites dans leur appareil qui fait injure.

Je vous quitte un peu à regret et je souhaite sincèrement longue vie à *Royaliste*.

J.-N. T. (Marne).

Chevènement

Il y a quelques années, j'ai pris intérêt à *Royaliste* au point de m'y abonner. Pourtant je ne suis pas royaliste, n'ayant pas du tout le sens du sacré et du religieux, qui est, malgré sa discrétion chez vous, la toile de fond de cette doctrine.

Mais, j'ai été séduit par vos analyses économiques, par le ton toujours mesuré de vos articles, par la

richesse de leur documentation ; j'ai connu par vous un certain nombre d'ouvrages, m'en étant procuré quelques-uns grâce à votre service librairie. Et surtout vos positions sur l'indépendance de la France et son unité, votre grande méfiance à l'égard d'une construction européenne technocratique, vos mises en garde contre les excès de l'ultra-libéralisme correspondaient tout à fait aux convictions que je me suis forgées, seul ou dans des instances de réflexion, mais en dehors de tout parti politique.

De manière tout aussi aléatoire j'ai pris connaissance des idées de Jean-Pierre Chevènement et je me suis abonné à sa *Lettre de la République moderne*. Pourtant je ne l'ai pas rencontré dans le socialisme : vieux partisan du radicalisme de Mendès-France, je n'avais pas d'estime pour la SFIO de Guy Mollet et je n'ai jamais été attiré par la personnalité, brillante et complexe mais trouble, de François Mitterrand, qui a d'ailleurs rapidement trahi le jeune fondateur du CERES.

Mais j'ai retrouvé chez Jean-Pierre Chevènement le courage de Mendès-France, faisant passer ses convictions avant sa « carrière » : quant à ses opinions – hormis la question royale bien sûr – je n'y ai pas vu de différences avec les vôtres... et donc avec les miennes ; je ne ressens pas la moindre contradiction en ayant de la sympathie pour *Royaliste* et pour la *Lettre de la République moderne*, ni en aidant modestement votre journal et la campagne présidentielle de Jean-Pierre Chevènement que je soutiens, inconnu parmi tant d'autres.

Je pensais qu'un jour ou l'autre, tout en marquant votre différence et votre fidélité à la Couronne, éminemment respectable, vous pourriez vous rallier à cette candidature car je ne vous voyais pas soutenir Chirac ou Jospin ni même Charles Pasqua, personnage assez complexe.

Or je vous avoue que l'éditorial de Bertrand Renouvin, dans votre numéro 777 m'a quelque peu surpris : j'avais l'habitude de ses textes clairs et précis, ne cultivant pas l'équivoque et je lis une motion « nègre-blanc » digne d'une fin de congrès politicien et curieusement rédigée : exemple cette phrase : « ...il nous apparaît que l'idée national-républicaine défendue par Jean-Pierre Chevènement n'est pas compatible en tous points avec la pensée implicite de la plupart des amis du Monde diplomatique. » Qu'est-ce que cela veut dire ? Que le *Monde diplomatique*, d'ailleurs très estimable même si un peu indigeste, est votre référence et que toute opinion ne coïncidant pas avec elle serait rejetée par vous ? Je pense que Bertrand Renouvin, malhabile dans l'amphigouri, a dû vouloir dire autre chose... Et pour ce qui est de « la faiblesse des nationaux-républicains... quant à la future organisation du continent européen », au moins Jean-Pierre Chevènement, par ce qu'il écrit dans *La Lettre de la République moderne*, numéro 108 juillet-août 2001, 3^e partie « Propositions pour une Europe démocratique », me paraît échapper à cette critique.

La victoire éventuelle de Jean-Pierre Chevènement, que je souhaite, ne m'apportera rien, sinon la grande satisfaction de voir à la tête de l'État un homme de conviction et de courage ; mais membre d'aucun parti (même pas du MDC !) je n'en attends aucune retombée me concernant ; je ne suis donc le porte-parole de personne ; toutefois, j'ai remarqué dans les listes de ceux et de celles qui, tous les ans, vous aident à boucler votre budget, des noms connus qui, comme moi qui ne le suis pas, figurent aussi sur la liste de soutien à la candidature de

Jean-Pierre Chevènement : il ne m'est pas interdit de penser qu'ils éprouvent les mêmes sentiments que moi ; c'est votre mérite, par la qualité de *Royaliste*, d'avoir retenu leur attention : ne les oubliez pas tout à fait !

Une phrase encore, en effet, de Bertrand Renouvin, m'inquiète un peu : « nous leur [aux « nationaux-républicains »] reprochons de ne jamais dire précisément comment la souveraineté s'institue et s'incarne ». Quelques lignes plus loin on voit bien que pour Bertrand Renouvin ce ne peut-être que dans la monarchie ; propos cohérent avec lui-même ; mais attend-il alors que les « nationaux-républicains » se rangent sous la bannière royaliste ? Envisage-t-il, comme en 1974, de se présenter avec, malgré sa qualité, un piètre succès ? Un siècle exactement auparavant, le comte de Chambord, très soucieux de son pré carré, y planta son drapeau blanc : vous connaissez la suite... Un abonné fidèle... et national-républicain.

C.-E. A. (Paris).

Langage

Les pages centrales du numéro d'été de *Royaliste* indiquent fortement l'importance du travail à accomplir pour sauvegarder et enrichir la langue française, et surtout ses difficultés. Il n'y aura jamais assez d'ouvriers pour s'atteler à cette tâche ; aussi est-il bon de signaler certaines initiatives qui vont dans ce sens et tout particulièrement l'incontestable effort fait par la prestigieuse et vénérable université de droit d'Aix-Marseille pour enrichir le vocabulaire national.

Un de mes enfants remplissant un dossier d'inscription à cette université d'un diplôme de 3^e cycle doit compléter ceci « dans la case ci-contre le diplôme auquel vous candidatez ».

« Candidater », magnifique ! Presque aussi beau que la nouvelle appellation donnée aux concierges : des « homesitting ». Homesitting voilà qui pose un homme ou une femme. Qui dit mieux ?

M. F. (Alpes-Maritimes)

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Fétits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Une taxe récupérable - Ghandi et les cagoules - p.4 : Agir - Erreurs sur l'horreur - p.5 : Blanc ou noir - p.6/7 : Le passé noir de la gauche - p.8 : Le choc des temps - p.9 : Lisez Christopher Lasch - p.10 : Le dernier survivant - Vécu - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Positions de principe

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Conjoncture

Le mois des grands retours

Après les attentats du 11 septembre, les médias ont proclamé que « plus rien ne serait jamais comme avant ». Et pour prouver combien ils avaient raison, ils annoncent maintenant le merveilleux moment des grands retours de l'État, de la solidarité et du patriotisme. Vraiment ?

Il y a eu avant. Un drôle d'avant puisqu'on appelait ça la « post-modernité ». Donc un Avant qui venait après le moderne, ce qui n'empêchait le post-moderne d'être furieusement à la mode. Vous vous souvenez ? C'était le bon temps. Le temps du « moins d'État ». Le temps du post-souverainisme et de la multiplication des « réseaux ». Le temps de la mondialisation qui, dans son mouvement irrésistible, rejetait les nations dans les bas-fonds de l'histoire...

Nous, à *Royaliste*, on expliquait que la mode post-moderne était absurde, on s'énervait, on polémiquait, on se faisait mal voir. Les gens distingués ne nous répondaient pas, ou laissaient tomber un mot qui nous condamnait : *ringards* !

Et puis il y a eu les attentats aux États-Unis.

Les journalistes de la télévision, qui avaient vu les attaques-suicide à la télévision, ont décidé que l'événement méritait encore plus que la condamnation moralisante : il fallait lui donner sa place dans le cours majestueux de l'Histoire.

Comment ? En décrétant que « plus rien ne serait comme avant », formule magnifique qui permet au récit médiatique de doubler sa philosophie morale d'une philosophie de l'histoire. Kant, plus

Hegel, en direct sur le petit écran – quelle aubaine ! Comme la formule du « plus rien... » a beaucoup servi (en Mai 1968, après la mort de Sartre, dans l'émoi intime qui suit la lecture d'un article de Jean-Marie Colombani...) les directeurs de l'opinion se sont empressés de démontrer la radicalité des bouleversements.

Lesquels ? Ceux qui ont ouvert la voie aux « grands retours ». Faut-il comprendre que « plus rien ne serait comme avant » parce qu'il y a retour aux comportements et aux méthodes d'avant ? C'est là une dialectique très bizarre, mais moins étrange que les bonnes nouvelles récemment publiées :

Il y a retour de l'État ! Il suffit que le gouvernement américain adopte, à juste titre, un plan massif de soutien à l'activité économique pour qu'on se pâme. L'État avait-il renoncé à ses commandes militaires ? A la conquête spatiale ? A une politique commerciale extérieure d'une agressivité proverbiale ? En tous cas, sur notre continent, le prétendu « retour de l'État » se fait attendre puisque les dirigeants européens se déclarent tous les trois jours fidèles à la norme imbécile de l'équilibre budgétaire : on regarde avec inquiétude l'homme qu'on étrangle, mais on continue à serrer le nœud coulant !

Il y a retour de la solidarité ! Sur leurs écrans de télévision,

les gens de la télévision ont vu de braves gens qui, comme toujours face aux catastrophes, s'entraidaient spontanément. Mais point de « retour » de la solidarité dans les entreprises qui ont licencié massivement après le 11 septembre aux États-Unis, et qui liquident non moins sauvagement leurs employés en Europe.

La « solidarité », dans les grandes entreprises, consiste à réduire au maximum les coûts salariaux et à demander en même temps le soutien immédiat de l'État. L'État doit être solidaire des entreprises, qui ne sont tenues à rien. Mais la solidarité existe de moins en moins entre les hauts responsables et les citoyens. Aux États-Unis, en Europe, on ne constate pas le moindre renforcement de la protection sociale depuis le 11 septembre.

Il y a retour du patriotisme ! L'augmentation des ventes de drapeaux américains compense-t-elle les délestages massifs d'actions après la réouverture de Wall Street et les spéculations à la baisse qui assurent de confortables profits aux plus cyniques des gros boursicoteurs ? J'en doute. Et ce pauvre Jospin, qui avait balbutié un vague appel au « patriotisme économique », semble avoir renoncé à ce type de sollicitation : comment être cru, et soutenu, quand on a dirigé, pendant quatre ans, la liquidation du patrimoine économique de la nation ?

Tout sera toujours comme avant, tant que la classe dirigeante ne sera pas globalement congédiée.

Sylvie FERNOY

Verts

Farce

Dans une vie politique figée par les attentats du 11 septembre, les Verts ont l'immense avantage de nous donner régulièrement matière à distraction.

Ce n'est plus un mouvement mais un magasin de farces et attrapes ! Pétares, faux nez, fluide glacial, poil à gratter : tel est l'équipement de base du dirigeant vert en campagne contre les autres dirigeants.

Des pétares, Dominique Voynet en jette dans tous les sens depuis qu'elle a repris son parti en mains (sic). Si bien qu'on ne sait jamais qui elle soutient : le sait-elle elle-même ?

Noël Mamère adore les faux nez : costumé en savonneur de planche, il joue le rôle du non-candidat. S'il ne veut rien être, pourquoi ne se tait-il pas ?

Daniel Cohn-Bendit est fêru de poil à gratter. Dès qu'une crise éclate, il dit quelque chose d'irritant. Est-ce par volonté de nuire, ou par irrésistible désir d'apparaître ?

Tous inondent de fluide glacial le siège du présidentiable en sursis qu'est Alain Lipietz, vieux rouge repeint en vert tendre mais qui demeure avant tout fidèle à lui-même, donc extérieur à ce qui constitue l'identité verte. C'est cette incompatibilité de tempéraments qui donne sa logique aux clowneries dont les Verts nous régaleront et qui explique que le candidat Lipietz se soit lui-même placé en situation d'être expulsé. Le sera-t-il après un référendum interne qui rappelle les fameuses sélections de *Lofi Story* ? Comme au bon vieux temps de Laure, Aziz et Loana, la France est en haleine.

Annette DELRANCK

Moulinex est dans la purée

La crise que traverse, aujourd'hui, Moulinex s'inscrit dans une logique suicidaire à l'origine de laquelle se trouve - bien malgré lui - Pierre Mantelet, le fondateur de l'entreprise.

Le 7 septembre dernier, Moulinex-Brandt, annonçait son dépôt de bilan et était aussitôt mise en redressement judiciaire. Depuis, une dizaine d'offres de reprise, plus ou moins sérieuses, ont été faites. Quatre ont été examinées, le 2 octobre, par le comité central d'entreprise : celles de Seb, de Fidei, des cadres de l'usine Moulinex de Falaise dans le Calvados, et du groupe canadien Euroland. L'offre de Seb - qui exclut la reprise de Brandt - lui permettrait de devenir le numéro un mondial du petit électroménager. Pour ne pas créer des doublons, elle ne reprendrait qu'une partie des sites et licencierait 4 600 salariés dont 3 000 en France. Fidei, société spécialisée dans la reprise d'entreprises en difficulté, voit probablement dans l'acquisition de Moulinex la possibilité de réaliser une opération financière juteuse. Là encore, le sort des salariés ne serait pas le souci principal du repreneur. En revanche, c'est bel et bien la sauvegarde de l'emploi qui anime les cadres de l'usine de Falaise, mais quid, dans ce cas, des autres usines du groupe ? Enfin, l'offre d'Euroland qui promet de reprendre l'ensemble des sites et de ne licencier aucun salarié paraît trop belle pour être honnête. Le tribunal de Commerce de Nanterre devrait se prononcer à la mi-octobre. En attendant, les salariés multiplient les manifestations, sans se faire entendre.

Aujourd'hui, le gouvernement, par la voix de Laurent Fabius, n'a rien d'autre à proposer qu'un vague « plan de reconversion des sites qui ne seraient malheureusement pas repris ». Ce qui ne veut strictement rien dire. La reconversion des sites sidérurgiques de Lorraine qui ont fermé il y a vingt ans n'est toujours pas faite ! Il en est de même des anciens sites miniers du nord et de l'est. Que sont devenus les salariés de ces sites ? Que deviendront ceux de Moulinex ? Quand on a passé vingt années de sa vie professionnelle à monter, sur une chaîne, un élément constitutif d'une cafetière, la chance de pouvoir se convertir est limitée. Pendant combien de temps, encore, Laurent Fabius prendra-t-il les travailleurs pour ce qu'ils ne sont pas, sans que les dits travailleurs se rebiffent ?

Moulinex est l'exemple même de l'entreprise qui n'a pas pu survivre au départ de

Nicolas PALUMBO

Vers une région Savoie ?

La création de « l'assemblée des pays de Savoie » est passée presque inaperçue. Serait-elle le prélude à la création d'une 23^e région ?

Historique : le lundi 17 septembre, les deux conseils généraux des départements de Savoie et de Haute-Savoie ont approuvé la création de « l'assemblée des pays de Savoie » (APS). Dépassant une certaine rivalité, ils en ont fixé le siège à Chambéry, capitale historique de l'ancien duché. Dans le passé, seule l'université de Savoie constituait un chapitre commun dans la politique savoyarde, et l'Entente régionale des Savoies, créée en 1983, ne rassemblait que 14 conseillers généraux. L'APS est aujourd'hui formée des 71 conseillers de deux départements qui lui ont donné un statut d'établissement public, doté de l'autonomie budgétaire.

La nouvelle assemblée ne possède cependant pas de fiscalité propre.

Ses ressources, de 25 à 30 millions de francs, proviennent d'une mise en commun budgétaire des deux départements. Elles devraient augmenter progressivement (à titre indicatif, le budget de la Savoie atteint 2,1 milliards, et celui de la Haute-Savoie 2,7 milliards). Les compétences de l'assemblée sont nombreuses : culture, collèges, aménagement du territoire, coopération transfrontalière, technologies de l'information, développement, environnement. On ne s'étonnera pas que, dès sa première réunion, l'APS ait demandé au gouvernement de veiller au respect du calendrier de la mise en place du ferroutage.

Si la Savoie a bien des traits communs avec un Dau-

phiné en grande partie intégré dans la région Rhône-Alpes, elle n'en présente pas moins une identité forte. Il faut garder à l'esprit qu'elle fut, avec le comté de Nice, la dernière de nos provinces à rejoindre la France (en 1860). Dans leur immense majorité, les Savoyards se détournent d'une « Ligue savoisienne » qui prône... l'indépendance. Mais beaucoup d'entre-eux verraient d'un œil favorable la création d'une région Savoie. Après tout, plus vaste que l'Alsace elle est, avec un million d'habitants, aussi peuplée que la Franche-Comté et davantage que le Limousin. Souvent judicieuse, la formation des régions actuelles fut parfois technocratique. Même si beaucoup d'élus s'en défendent, l'APS s'inscrit dans la lente et partielle remise en cause de ce découpage. Dans les « Pays de la Loire », nombreux sont ceux en Loire-Atlantique qui voudraient rejoindre la Bretagne, à laquelle ils appartiennent historiquement. Certains Normands souhaitent la réunion des Haute et Basse-Normandie en une seule région...

Il est sans doute temps de prendre en compte les aspirations des Savoyards, avant qu'autonomistes et indépendantistes ne s'en emparent à leur seul profit. Demeure cependant le problème d'ensemble de la régionalisation, à l'heure où les tenants de « l'Europe des régions » cherchent à affaiblir, voire à remettre en cause la Nation et les compétences de l'État. Mais ceci est une autre histoire...

Alain SOLARI

Renversements d'alliances

Les États-Unis ont finalement moins besoin de l'OTAN que de leurs anciens ennemis, la Russie et la Chine. Accords de circonstance ou nouvel ordre mondial ?

Washington a finalement invoqué l'article V de l'Alliance Atlantique et accepté l'aide de ses alliés européens. Cependant la valeur ajoutée proprement militaire des Occidentaux dans ce type de crise est mince. Mais surtout les Américains ont ressuscité avec les Britanniques leur relation spéciale, ce qui pourrait leur suffire dans les circonstances actuelles. Le secteur géographique, où est supposé se dérouler l'action, n'est pas familier à la plupart des Européens, mais il l'est pour les Anglais et les Russes, voire les Chinois. C'est donc avec eux que les stratèges de Washington ont plus intérêt à travailler.

Le front, sinon l'axe, qui se dessine renverse toutes les prévisions antérieures. La querelle - largement artificielle - des missiles antimissile opposait les États-Unis à toutes les puissances nucléaires du monde. La principale menace était identifiée comme la connexion entre la Chine et les États « voyous » de la planète. Le professeur Huntington, prophète du « choc des civilisations » (1), avait dénoncé la coalition sino-islamiste comme la prochaine grande adversaire du monde occidental. Le gouvernement de Pékin vient d'apporter un démenti spectaculaire à cette thèse. Autant il s'était opposé à l'intervention de l'OTAN au Kosovo, autant cette fois il soutient les projets américains.

L'agitation religieuse dans la région autonome du Xinjiang (Turkestan chinois), peuplée essentiellement de musulmans sunnites est un facteur de sa position. Et l'opportunité qui s'offre de prendre à revers le groupe de pression anti-chinois au Congrès était trop belle. Néanmoins, il semble que la réflexion doit être poussée plus loin. Nous assistons à une nouvelle donne géopolitique. D'ores et déjà, la Chine et la Russie s'étaient rapprochées. Toutes deux ont noué des accords avec les républiques d'Asie centrale, ensemble appelé Organisation de coopération de Shanghai. La capitale économique de la Chine est bien loin apparemment de l'Asie centrale, pourtant elle constitue un débouché de la Route de la Soie.

L'ouverture par Poutine de l'espace aérien russe, son acquiescement à l'utilisation par les Américains de bases en Ouzbékistan ou au Tadjikistan (celle-ci frontalière de la Chine), constituent des avancées spectaculaires. Une intervention américaine dans leur arrière-cour devrait d'autant plus les inquiéter que la rivalité pour le contrôle des ressources pétrolières et des trajets d'oléoducs y est plus vive entre sociétés américaines et intérêts russes. Les explications là encore ne manquent pas : la guerre en Tchétchénie, la revanche sur l'Afghanistan, sont de fortes motivations. Il reste que le projet géopolitique dépasse ces enjeux. Pou-

tine y voit d'abord une nouvelle légitimité pour la Russie, une reconnaissance de son statut de puissance internationale et non pas seulement régionale. Déjà il a poussé à Berlin une nouvelle approche de l'OTAN. Il se trouverait ainsi réinséré dans le nouveau jeu ou faut-il dire : le nouvel ordre mondial ?

Tour à tour, on a cru à une alliance entre le communisme et l'islamisme dès les années 1920, puis entre les États-Unis eux-mêmes et l'islamisme contre le communisme, enfin entre la Chine et l'islamisme. Finalement, on s'aperçoit qu'il n'y a jamais eu rien de tel. L'alternative en revanche est une grande alliance entre les États-Unis, la Russie et la Chine face à l'islamisme. L'Europe en sera-t-elle partie prenante ? Ne brandira-t-on pas un nouveau mythe de complicité entre l'Europe - ou ceux des Européens qui ne se joindront pas avec enthousiasme au chœur - et l'islamisme ? Les réalignements en cours en tous cas l'ignorent largement, au moins autant qu'ils délaissent le monde arabe. A l'heure de la guerre, il n'y a pas de milieu entre puissance et impuissance.

Yves LA MARCK

(1) Samuel Huntington - « Le Choc des civilisations » - Traduction française parue chez Odile Jacob en 1997 (prix franco : 150 F). Dès 1993, dans *Royaliste*, nous avions critiqué les thèses de Huntington telles qu'elles avaient été exprimées dans la revue *Foreign Affairs* après le premier attentat contre le World Trade Center.

♦ **BULGARIE (1)** - Le roi Siméon a finalement décidé de soutenir la candidature de Petar Stoev pour l'élection présidentielle qui aura lieu le 11 novembre. En apportant son appui au président sortant, le roi a voulu donner un signe clair de la continuité de la politique étrangère bulgare, orientée vers l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN.

Cette décision a jeté un certain trouble au sein du groupe parlementaire du Mouvement National Siméon II qui aurait souhaité que ce parti présente son propre candidat. Elle a également provoqué une réaction négative de Ahmed Dogan, président du MDL (turcophone), qui fait parti de la majorité gouvernementale.

♦ **BULGARIE (2)** - Le Fonds Monétaire International se livre à un véritable chantage contre le gouvernement bulgare. Il s'oppose à la politique budgétaire préconisée par le roi Siméon et veut lui interdire de diminuer les impôts et de relever le salaire minimum comme il s'y était engagé. « Le cabinet doit choisir entre ses promesses électorales et l'ultimatum du FMI » écrit le quotidien *Standard*.

♦ **BELGIQUE** - Ainsi qu'il avait été annoncé, le roi Albert II et l'État belge ont engagé plusieurs instances judiciaires à Paris après la publication par les éditions Flammarion d'un livre consacré à la pédophilie et à l'affaire Dutroux. La première, devant le TGI de Paris, vise à ordonner l'insertion, dans tous les exemplaires du livre, d'un communiqué démentant formellement les accusations portées contre le Roi. La seconde est une demande de dommages et intérêts qui seront intégralement versés au bénéfice de la lutte contre la pédophilie et la traite des êtres humains.

♦ **AFGHANISTAN** - Début octobre, réunis à Rome, les représentants des principales forces d'opposition au régime des talibans ont décidé de la création d'un Conseil suprême d'unité nationale de l'Afghanistan placé sous l'autorité du roi Zahir Chah. Ce Conseil doit convoquer rapidement une Loya Jirgah (assemblée des chefs traditionnels) qui devra élire un chef de l'État et un gouvernement de transition. A l'issue de cette réunion, le fils cadet du roi, Mirwais Zahir, avait fait part de l'inquiétude de son père face aux préparatifs américains d'intervention : « Mon père est très préoccupé par le fait que des gens innocents pourraient mourir. Nous n'approuvons pas les attaques aveugles qui pourraient toucher des civils. Des gens innocents. On peut éliminer les terroristes d'une autre manière ». Aussi dès l'annonce du début des frappes américaines, un de ses proches a fait connaître le sentiment du roi : « Vous pouvez imaginer ce que ressent quelqu'un quand il voit son pays attaqué, il est bouleversé et triste. Nous avions espéré que cela pourrait être évité ».

Le département de la Guyane pour le commun des Français n'est qu'un épais mystère dont la seule réalité

vaguement connue, généralement mal située géographiquement, est la base de Kourou. Les mythes sont enracinés : la forêt, un milieu oppressant mais moins dangereux qu'il n'y paraît, le bain, de sinistre mémoire, dont les ruines deviennent un atout dans le développement touristique encore embryonnaire de cette région qui mérite largement le détour, enfin l'or et sa terrible présence.

L'histoire de l'exploitation aurifère en Guyane remonte à 1854 lorsqu'un certain Paolino, amérindien d'origine brésilienne découvre quelques pépites dans le lit d'une rivière, présence confirmée l'année suivante par une expédition officielle. Aussitôt une foule de pauvres hères s'enfoncent dans les terres suivies rapidement par des sociétés mieux outillées pour l'exploitation des sites. Des conflits d'intérêts entre tous ces prospecteurs auxquels se mêlent de nombreux clandestins ne tardent pas à surgir ; les Amérindiens, occupants pacifiques des lieux, faisaient immédiatement les frais de la montée des désordres. Entre 1874 et 1918 la production d'or annuelle – officielle – oscille entre deux et quatre tonnes. Elle déclina rapidement par suite de l'épuisement des ressources facilement accessibles et des difficultés d'approvisionnement, consécutives aux deux guerres mondiales. Dans les années cinquante à soixante-dix, du fait de la convertibilité du dollar, les cours de l'or sont au plus bas, la production se réduit à quelques dizaines de kilos par an, elle est nulle en 1964 et 1965. On assiste à la fin de ce qui a été appelé le premier cycle de l'or.

A la fin des années soixante-dix, les cours remontent sous l'influence de l'abandon de la parité or-dollar et des menaces d'inflation mondiale, par

ailleurs de nouvelles technologies sont mises en œuvre, la production reprend, de l'ordre de deux à trois tonnes par an. Ce second cycle de l'or voit l'apparition d'importantes sociétés internationales alors que la présence de clandestins s'intensifie et que quelques PME locales et quelques centaines d'artisans essaient de trouver place dans ce qui devient de plus en plus une jungle d'intérêts contradictoires dé-

" Réverie. Calme. Repos. C'est la paix. Non... c'est l'or. c'est l'OR "

Blaise Cendrars

bouchant sur un désordre généralisé et le pillage éhonté d'une ressource naturelle non renouvelable. On assiste à une accumulation incroyable de détresses physiques, morales, sociales, économiques sans compter les tragiques destructions, parfois irréversibles, d'un milieu naturel dont l'opulent foisonnement ne doit pas cacher son extrême fragilité.

Il convenait de faire le point, établir un état des lieux, dresser un bilan humain, ainsi qu'économique et déterminer les conditions permettant à l'activité aurifère d'être compatible avec la préservation des espèces et des modes de vie traditionnels et avec des objectifs d'aménagement et de développement à l'échelle de la Guyane. A cette fin, le Premier ministre a confié une mission générale d'investigation à Madame Taubira-Delannon, guyanaise et député

du département. Son travail, remarquable, a donné lieu à la rédaction (hélas non rendue publique) d'un rapport de 140 pages auquel le présent article doit tout. Qualité des informations, délicatesse avec laquelle les problèmes humains ont été exposés, objectivité et pertinence des suggestions et propositions de réformes émises sont à saluer.

En Guyane, l'or se présente sous deux aspects. L'or, dit

primaire, dont l'exploitation est à la seule portée de puissants groupes financiers peu soucieux actuellement d'investir compte tenu d'un cours de l'or peu favorable. Reste que si le secteur aurifère dans le département a un avenir, il est là. L'or secondaire, produit de la désagrégation de l'or primaire, se trouve soit à flanc de colline soit sous forme alluvionnaire, il est exploité par quelques PME, des artisans et pillé par de nombreux clandestins.

L'évaluation des retombées économiques positives pour la région est difficile à appréhender compte tenu du caractère très informel de l'activité marquée également par son opacité et un appareil statistique souvent lacunaire. Les quelques éléments recueillis font état de résultats dérisoires : neuf cent personnes employées soit 1,5 à 2 % de la population active. En 1999,

les vingt et une communes ont touché 650 000 F. au titre de la redevance sur les mines et le département 150 000 F. Cent trente millions de francs ont été injectés dans l'économie privée locale étant précisé qu'une partie importante de cette somme a été affectée à des achats, hors département, liés à l'activité aurifère, tout spécialement du fioul et du matériel lourd. Brèves données mais significatives du bénéfice invraisemblablement ridicule que la Guyane tire de cette richesse qui lui appartient et dont elle est largement spoliée. D'ailleurs parler de bénéfice est ici dénué de sens tant est accablant le prix à payer par la collectivité pour ces deux à trois tonnes d'or.

La forêt couvre 90 % du territoire, peuplée d'Amérindiens, de communautés de « Noirs marrons » et de créoles (en Guyane ce terme désigne les métis), aux modes de vie intimement liés à ce milieu qui fait l'objet de revendications concurrentes : exploitation des richesses du sous-sol ou protection d'un patrimoine naturel remarquable, développement de l'intérieur ou préservation d'un mode de vie traditionnel. En fait le choix ne se pose même plus, les activités minières fondamentalement prédatrices, entament peu à peu les espaces, et sont à l'origine de multiples impacts sur l'environnement : déboisement de vastes zones de chantiers et des pistes d'accès alors qu'il faut de cinquante à cent ans pour reconstituer le

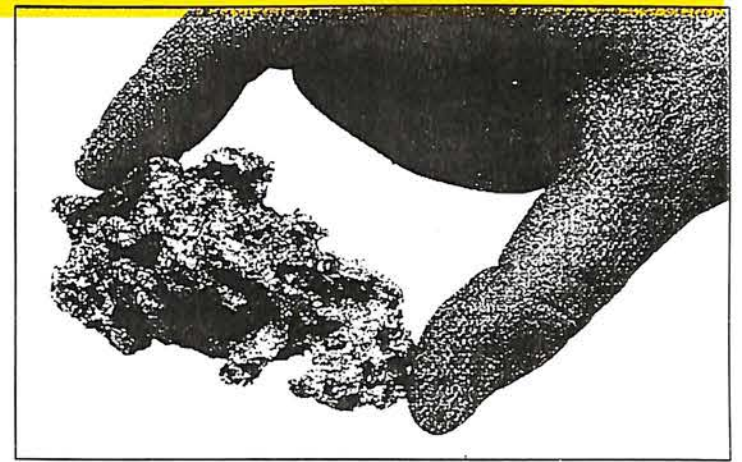
couvert végétal ; rejet des boues et du mercure dans les cours d'eau qui entraîne une turbidité importante portant atteinte aux conditions de reproduction, d'alimentation et de survie des poissons - nourriture de base des populations locales. Enfin, pollution générale aux hydrocarbures.

A ces dégâts touchant l'environnement, il en est d'autres tenant aux risques d'épidémies et de contagion bactérienne accrus, consécutifs aux mouvements de populations mal ou pas du tout contrôlés et l'apparition du sida. Un état des lieux affligeant, tragiquement aggravé par la présence de milliers de clandestins.

La clandestinité est un univers avec sa logique, ses circuits, ses règles. Des mécanismes de protection sont mis en œuvre pour la protéger. Ainsi les clandestins dressent des pieux sur leurs sites d'exploitation afin d'empêcher les hélicoptères de la gendarmerie d'intervenir. Seule dérogation sans risques, lorsqu'ils effectuent des visites régulières aux dispensaires et hôpitaux du département, naturellement sans argent. On notera à ce sujet que ni les organismes sociaux ni les collectivités chargées des centres de santé ne reçoivent la moindre cotisation en échange de leurs prestations. Les clandestins ne sont pourtant pas démunis, on évalue leur production au double de celle déclarée officiellement. Au prix de l'or en 1999 ils ont ainsi détourné,

pillé, volé à la collectivité 364 millions de francs à quoi s'ajoutent les dégâts collatéraux, dégâts amplifiés par le fait que ces gens-là ne font pas de manière avec l'environnement, c'est le sacage rapide, intégral du milieu sans autre objectif que celui de produire.

364 millions de francs pour une année voilà bien des convoitises dans un milieu fermé. Il y a les forts, les caïds et beaucoup de faibles. En 1999, on dénombra parmi eux sept homicides, six pour les six premiers mois de 2000, mais combien d'autres méconnus ? Que faire contre cette plaie, que font les gendarmes ? Madame Taubira-Delannon est allée voir, par exemple dans la commune de Saint-Élie, elle note avec une amère ironie : « *Tout ce monde (les gendarmes) est bien sympathique, avec des manières très conviviales. Les clandestins ne s'y trompent pas, ils circulent librement.* » Ou encore dans la commune de Maripasoula. « *Les rues sont pratiquement impraticables et régulièrement empruntées par des véhicules à moteur à quatre roues, sans immatriculation, censés ne pas circuler dans les agglomérations... les désordres sont d'une grande visibilité pour les enfants qui ont tout le temps de se repaître des spectacles de ces hommes garnis de grosses pépites et de billets épinglés à la chemise et de ces femmes légères vêtues comme dans les mauvais films sur la*



♦ *Objet de toutes les convoitises : une pépite d'or.*

conquête de l'Arizona. » Sans doute faut-il excuser ces gendarmes, découragés ? Puisqu'il est généralement reconnu que les expulsés, quand il y en a, « *regagnent la Guyane avant les gendarmes qui les ont accompagnés aux frontières.* »

Un gâchis total mais le pire est encore à dire, il me faut résumer alors que tout serait à citer. Les dommages collatéraux les plus élevés de l'activité aurifère se répandent dans le champ rural. Dans le milieu professionnel les relations sont fondées sur la défiance. La dissimulation est la condition de survie, la ruse le moyen d'échapper au plus fort, la fraude se généralise, elle devient un procédé égalitaire, la suspicion règne, autour de l'exploitation se développent des activités interlopes lucratives : trafic d'armes, d'alcool, de drogue ; jeux d'argent, relations vénales, braconnage du minéral, prostitution, proxénétisme. Le désordre se banalise, les citoyens s'y habituent, la violence est le mode ordinaire de règlement des conflits... cette activité draine des milliers de clandestins, ils se retrouvent sans repère d'autorité de droit, de solidarité.

« *Telle est la rançon de la désertion des pouvoirs publics ou de la tolérance molle face aux désordres.* ». L'accusation est terrible. « *En tout état de cause, les désordres sont inadmissibles au regard de leurs effets dévastateurs sur une jeunesse à qui il est urgent d'offrir d'autres schémas moraux.* »

En introduction à son rapport Madame Taubira-Delannon écrivait : « *Je ne suis pas favorable à l'activité aurifère. L'histoire des villes minières*

enseigne que, sans encadrement politique, la ressource est pulvérisée, les richesses créées dispersées et le rendez-vous du développement raté. L'or n'exerce pas sur nous la fascination qu'elle opère sur les acteurs subjugués par cette anomalie géologique. Il résonne dans mon imaginaire, ma culture et mon savoir de paysages dévastés, de pauvres hères épuisés, de femmes monétisées, de financiers replets et repus, de proxénètes impunis, de villages dévergonnés, de relations humaines ravagées par la ruse, la défiance, la violence et, enfin, de territoires en haillons, abandonnés dans un silence maussade. » Avec une rigoureuse honnêteté Madame Taubira-Delannon est allée au-delà de ses répugnances. Peut-être a-t-elle pensé qu'il était illusoire de vouloir mettre fin à une telle activité ; aussi bien a-t-elle présenté une série de mesures tendant à créer un certain ordre dans l'activité aurifère.

Monsieur Paul qui n'est pas, comme on pouvait croire, ténancier d'une maison de passe à Cayenne mais, comme tout le monde l'ignore, secrétaire d'État aux DOM-TOM, c'est-à-dire le patron officiel de cette chienlit possède maintenant un excellent outil dont on peut espérer qu'il aura à cœur de s'en servir.

Ne rien faire c'est naturellement ouvrir la porte aux aspirations des indépendantistes locaux dont les désordres évoqués alimentent légitimement les revendications. Quand l'État défaille comment s'étonner que certains veuillent s'y substituer !

Michel FONTAURELLE

Actes Du côté de chez Staël

Si j'écris, d'emblée, que le dernier numéro des *Cahiers de médiologie* est consacré à la publication des Actes du colloque de Cerisy consacré à cette austère discipline, je prends le risque de décourager la lecture de ce qui va suivre.

Pourtant je proclame la bonne nouvelle, tout en me hâtant de préciser que la revue que dirige Régis Debray n'est pas seulement destinée à ceux qui n'ont pas pu assister aux débats de Cerisy. A cette première catégorie, s'ajoute trois autres clientèles potentielles :

- celle qui veut continuer, en multipliant les approches, l'indispensable travail de critique de la communication ;
- celle qui est occupée à une tâche de transmission, qu'il s'agisse de mémoire historique, d'idées, de valeurs, de symboliques politiques ;
- celle qui voudrait bien savoir comment ça fonctionne dans la tête des ministres puissants et des éditorialistes influents : qu'on sache que Régis Debray et ses amis ont l'art de faire parler, par le biais d'entretiens approfondis et lors des débats parisiens du club de médiologie, celles et ceux qui sont contraints ou qui se croient obligés d'utiliser la langue de bois. Que les lecteurs impressionnés par la densité de la revue commentent par l'entretien entre Hubert Védrine, Jean-François Kahn, Régis Debray et alii : ils m'en diront des nouvelles.

Jacques BLANGY

Les Cahiers de médiologie. « Communiquer/Transmettre ». n° 11, premier semestre 2001, prix franco : 95 F.

Prisonnier d'une image, vaincus par l'histoire, longtemps négligés ou presque complètement oubliés, les membres et les descendants du groupe de Coppet ont exercé une influence considérable sur le mouvement des idées au XIX^e siècle. Justice leur est rendue par d'éminents chercheurs.

Quelle femme ! Le nom de Madame de Staël est automatiquement associé à « *De l'Allemagne* », plus souvent évoqué que lu. On se souvient que Germaine est la fille de Jacques Necker, banquier genevois, protestant, ministre de Louis XVI, adulé puis décrié par l'opinion publique. On ne sait pas assez que Madame de Staël fut un des plus grands penseurs de son siècle et une magnifique génitrice, dans l'ordre de la chair comme dans celui de l'esprit.

Elle anime, au sens fort du terme, le groupe qui se réunit dans l'exil à Coppet, en Suisse. S'y retrouvent Benjamin Constant et Madame Récamier, bien sûr, mais aussi Simonde de Sismondi, et bien d'autres personnages de grand talent, Français, Allemands, Suisses, Anglais. Au fil des conversations de Coppet, des œuvres que Madame de Staël encourage, de ses nombreux voyages, se forme une impressionnante société de pensée européenne qui exerce tout au long du siècle une influence aussi profonde que méconnue : aux héritiers spirituels de Coppet (par exemple le monarchiste « doctrinaire » Barante), s'ajoutent les parents et les descendants de Germaine de Staël, belle-mère de Victor de Broglie et grand-mère d'Albert de Broglie.

Bien des noms cités ne disent pas grand chose à nos contemporains. Fruit d'un colloque tenu à Coppet, un ouvrage (1) nous invite à les découvrir.

On y apprend, avec Marcel Morabito, que Jacques Necker ne fut pas seulement un ministre lucide, mais un remarquable penseur, fortement inspiré par la monarchie britannique, très soucieux de la fonction symbolique d'un chef de l'État conçu comme garant de la continuité de l'action publique et comme expression de l'autorité politique. On mesure, grâce à Jean-Pierre Machelon, la valeur des analyses prémonitoires de Gabriel de Broglie, ministre de Louis-Philippe, ami de Guizot, royaliste déçu, monarchiste à sa manière ; on suit grâce à Odile Rudelle le mouvement de pensée de son fils Albert de Broglie, catholique libéral et beau défenseur du principe de modération dans l'ordre constitutionnel.

Deux solides études, dues à Francesca Sofia et à Jean-Jacques Gislain, nous introduisent successivement aux thèses constitutionnelles de Simonde de Sismondi et à l'œuvre de cet économiste totalement oublié ou presque (2) alors qu'il fut un critique pertinent des premiers économistes, fondateurs de l'orthodoxie « libérale ».

C'est que le libéralisme du groupe de Coppet est tout autre chose qu'un économisme. Les communications consacrées à l'ensemble du groupe (réflexions sur la religion, débats sur la responsabilité ministérielle, militantisme anti-esclavagiste) font apparaître un libéralisme philosophique et politique que Lucien Jaume définit et situe précisément. Pour Madame de Staël, « *l'indépendance de l'âme fondera celle des États* ». Et c'est tout une philosophie de la liberté individuelle qui se développe dans une société où Emmanuel Kant est déjà un auteur familier, mais qui n'aboutit pas à l'individualisme tel que nous l'entendons aujourd'hui : il faut de bonnes institutions pour garantir la liberté individuelle, mais il n'y a pas d'institutions bien réglées sans individus capables de volonté et, surtout, de jugement.

Qu'on s'y retrouve ou non, l'esprit de Coppet est admirable : ample culture, jamais séparée de la morale, intelligence souple, conscience aiguë des mouvements de l'histoire et de la pensée moderne, volonté d'agir dans l'époque. Tout le siècle en sera heureusement marqué.

Maria DA SILVA

(1) Sous la direction de Lucien Jaume - « *Coppet, creuset de l'esprit libéral* - Les idées politiques et constitutionnelles du groupe de Madame de Staël ». Economica/ Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2 000, prix franco : 220 F.

(2) Notre ami Alain Parguez est l'auteur de deux études sur Sismondi.

Le principe d'humanité

En dépit du climat qui concentre toute l'attention sur l'actualité internationale, le dernier essai de Jean-Claude Guillebaud est en tête des ventes. On s'en félicite d'autant plus qu'il pourrait bien y avoir un rapport étroit entre cette actualité et le défi métaphysique contenu dans le *Principe d'humanité* que l'auteur considère en grand danger. J'ai le sentiment qu'au sein même de la tragédie du World Trade Center, cette réflexion loin d'être incongrue, est tout à fait éclairante. Elle nous impose, en effet, de réfléchir à l'intérieur de la modernité scientifique aux provocations de tous ordres qui mettent en cause la notion d'humanité. Le modèle américain, qui constitue la meilleure illustration du modernisme performant, s'offre de lui-même à une opposition, mais l'islamisme dur, loin de se constituer en contre-modèle d'une essence rigoureusement contraire apparaît homogène à la civilisation qu'il combat.

En d'autres termes, j'ai personnellement la conviction que ce ne sont pas deux civilisations qui se combattent, encore moins deux univers religieux, mais un unique monde qui tremble de ses propres convulsions intimes, la modernité aujourd'hui globalisée suscitant des contradictions mortelles qui nourrissent un phénomène non point archaïque, mais bel et bien postmoderne comme ce qu'on appelle l'islamisme et que l'on a bien raison de distinguer de l'Islam, car son caractère théologique est des plus douteux. Mais démontrer cela demanderait un temps infini, avec des distinguos et des concessions compliqués. La seule conviction que je puis formuler ici, à l'aide de Guillebaud est que la modernité techno-scientifique, avec tous ses enjeux, est elle-même facteur de troubles universels, dans la mesure où elle porte atteinte au principe d'humanité sans être capable d'apporter de vraies réponses aux questions gravissimes qu'elle soulève et aux blessures ontologiques qu'elle inflige à l'ensemble du monde des hommes.

On pourrait parler du choc des civilisations si on pouvait opposer un Occident fondé sur la culture judéo-chrétienne et à la rigueur un certain style de vie ouvert au progrès, à un Orient islamique fondé sur d'autres rapports au monothéisme et une conception du politique rebelle à la démocratie. Mais le problème se déplace, si on considère que le modèle occidental à propension globalisante, loin de se conformer à ses propres références religieuses, nous renvoie à une destruction conséquente de toutes ses valeurs. Avec Jean-Claude Guillebaud, prenons un exemple : « *Sans doute n'a-t-on pas une idée globale de ce qui se passe, en matière de génétique, sur l'internet. Ce qu'on peut en découvrir ici ou là suffit déjà à rendre inquiet. Car à cette frénésie de profit, l'internet apporte – virtuellement – l'ouverture sur un marché mondial et la possibilité d'échapper à toute règle nationale. Et cela dans un climat de délire transgressif. Sur certains sites, on peut déjà acheter des ovules de top girl ou des spermatozoïdes de play-boy pour « se fabriquer » un bébé idéal. La société américaine Fairfax Cryobank, dont le siège est en Californie, propose, sur son site, des gamètes génétiquement performants, avec des tarifs variables selon la catégorie du donneur, le sperme le plus*

coûteux (250 dollars) étant celui d'un titulaire d'un P.H.D., la plus haute distinction universitaire américaine ! »

Avec ce genre de réalités qui montre l'étroite imbrication de l'ultra-libéralisme, du scientisme manipulateur et du nihilisme éthique, on est loin de l'image d'une Amérique rassemblée derrière un président invoquant la protection divine. Je ne prétends pas d'ailleurs que cette image-là, soit mensongère et ne renvoie à aucune conviction véritable, mais je constate une énorme contradiction qui ne peut qu'être prise en compte pour comprendre un très sérieux malaise dans la civilisation, qui croîtra et embellira au fur et à mesure que la lutte pour la puissance mettra en pièces les fondations incontestables de l'Amérique. Or, le processus de dissociation est bien à l'œuvre (et il nous concerne tout autant, Français, Européens et Humains). Jean-Claude Guillebaud a réuni avec un sûr discernement les pièces d'un dossier impressionnant, dont toutes les données convergent vers ce qu'il convient d'appeler, hors de toute emphase, « *la disparition de l'homme* ».

D'un côté la frontière qui sépare l'homme de l'animal est de plus en plus niée. De l'autre, la révolution dite du cognitivisme conduit à assimiler l'esprit humain à un schéma purement cybernétique, aboutissant du même coup à l'abolition de tout ce qui résistait au désenchantement technique. On n'est pas loin alors de la chosification de la substance humaine qui paraît évidente dans la marchandisation des organes humains. Que sont, d'ailleurs, les organes, sinon la seule réalité de l'individu, détachée de tout symbolique ? Ce qui « *constitue l'homme comme homme et pas uniquement comme viande vivante* », selon l'expression de Pierre Legendre, a disparu au point de rendre possible toutes les manipulations et toutes les transgressions. A dire vrai, tout cela ne nous étonne guère dans ce journal. Nous avions repéré, il y a déjà trente ans, l'ensemble de ces dérives dans le courant de la Nouvelle droite. Une nouvelle droite qui peut se féliciter aujourd'hui d'être rejointe par toute l'évolution contemporaine. L'eugénisme n'est plus une dérive, apparentée au nazisme...

A ce propos Guillebaud fait un rappel historique significatif, en notant combien le procès organisé pour les savants allemands qui s'étaient distingués par des pratiques eugéniques ne fut pas mené à son terme : « *C'est peu de dire qu'au sujet de l'eugénisme un immense non-dit accompagna donc et suivit les déclarations de Nuremberg... On se dispensa d'une véritable réflexion sur l'eugénisme nazi et sur l'eugénisme en général. On préféra soit banaliser le premier, soit n'y voir qu'un avatar du racisme hitlérien, dépourvu de toute implication scientifique. On s'efforça en somme de « sauver » l'eugénisme en le distinguant de son instrumentalisation criminelle par les nazis.* » Les interdits qui pèsent encore sur la conscience allemande traumatisée par l'hitlérisme sont ridiculisés ailleurs, l'accusation de « techno phobie » suffisant à lever les inhibitions morales qui s'opposent à l'instrumentalisation humaine. D'où un déferlement scientiste, devant lequel les philosophes eux-mêmes – pas tous ! – abdiquent, se ralliant au culte de l'idole RDTs (recherche et développement techno-scientifique). Mais ce qui est compromis dans ce processus global c'est le principe d'humanité dont l'Occident s'est depuis toujours prévalu. Que signifie alors le discours droit-de-l'homme omniprésent alors que les fondements de l'humanisme sont non seulement ébranlés mais pulvérisés ? Vouloir se battre avec la Barbarie suppose que l'on soit capable de lutter contre sa propre barbarie.

Jean-Claude Guillebaud - « *Le Principe d'humanité* » - Seuil - prix franco : 130 F.

par Gérard Leclerc



Western

Pour la gloire de Dieu

Quasiment disparu des écrans cinématographiques, désertant de plus en plus l'imagerie de la BD, le western ressuscite de temps à autre pour nous livrer une belle histoire d'une noirceur crépusculaire.

Les Européens par un étrange paradoxe ont toujours été des maîtres dans le western en BD. Ils lui ont insufflé un sens du tragique tempéré d'une maîtrise du récit tout en demeurant fidèle aux canons du genre. C'est que le western possède intrinsèquement les éléments de la tragédie : espace et personnages marqués par le destin.

Scénarisé par le prolifique Jean Van Hamme, dessiné par Grzegorz Rosinski ce récit d'un pessimisme soutenu tient le lecteur en haleine. L'Ouest de nos deux créateurs se révèle sombre, violent et dépourvu d'espoir. Il est le théâtre où se joue les ambitions et les manipulations. Le mal et la corruption dominent et ne peuvent qu'engloutir les héros dans leurs anneaux tel un immense serpent. La révélation finale éclate alors, donnant tout son désespoir à ce récit d'où est absent la miséricorde.

Le dessin de Rosinski est précis. Chaque vignette étant un petit tableau servant l'intrigue. Conduisant à l'égal du monologue le lecteur aux portes du néant.

Le nostalgique retrouvera ici les fantômes d'un temps perdu l'ayant si souvent accompagné dans ses songes d'Ouest américain.

Bruno DIAZ

Grzegorz Rosinski et Jean Van Hamme - « Western ». Le Lombard, prix franco : 89 F.

Accordés au journaliste Jean Amrouche, ces quarante-et-un entretiens de Paul Claudel, diffusés à la radio en 1951, permettent de rentrer dans une œuvre « hénaurme » qui est aussi un itinéraire spirituel.

L'œuvre claudélienne fait corps avec la vie de son auteur. Elle est un miroir qu'il promène le long de son chemin vers Dieu, depuis la soif de connaître le monde de l'adolescent qui tendait vers l'appropriation, jusqu'à l'écriture pour la gloire de Dieu et du catholicisme dans ses méditations sur la Bible qui occupa vingt ans de sa vie, en passant par la découverte du surnaturel avec Rimbaud et le renoncement à la passion amoureuse. D'où une réécriture de nombreuses pièces qui correspondent à différentes étapes de son développement spirituel. Théâtre, poésie, prose, glose biblique : cette œuvre monumentale, inactuelle, sorte de « d'aérolithe qui tombait du ciel » comme le dit lui-même Claudel, peut intimider et être difficilement appréhendable.

Ces entretiens radiophoniques effectués peu de temps avant sa mort constituent alors une bonne introduction à la vie et l'œuvre de Paul Claudel. Malgré une retranscription parfois trop proche du discours oral avec les inconvénients de ce dernier, qui a tendance à se répéter et à s'embarrasser de scories, cette conversation enlevée entre l'écrivain et le journaliste réjouit le lecteur.

Claudel évoque son enfance en Tardenois, sa jeunesse à Paris, solitaire, à une époque dominée par le matérialisme d'Ernest Renan et d'Hippolyte Taine, sa conversion à Notre-Dame, sa découverte de

l'Extrême-Orient... A travers les différentes étapes de sa vie, il reconstitue son itinéraire, et l'inscription de celui-ci dans ses œuvres, ainsi replacées dans leur contexte spirituel.

Claudel parle aussi de ses relations épisodiques et épistolaires avec ses pairs, tel André Gide et Jacques Rivière. A l'instar d'un Nabokov, il ne craint pas de juger ! Parfois à l'emporte-pièce... certains de ces jugements sont évidemment fort contestables, voire injustes envers Stendhal, Flaubert ou Nietzsche. Mais à cette sévérité se mêle aussi la reconnaissance, par exemple envers Mallarmé qui lui apprit, non à décrire ce qu'il voyait, mais à comprendre ce que cela « voulait dire ».

Le sens que revêt ce monde-ci, offert à nos sens et à notre passion de connaître, de déchiffrer, voilà un des fils conducteurs qui donnent la cohérence très forte de cette œuvre. Claudel est un catholique plein de joie et de gratitude pour la création de Dieu. Il exulte dans un lyrisme devant lequel les Français souvenent renâclent mais qui parvient, malgré les obstacles que notre « bon goût » national, adepte de la concision, tente de lui opposer, à nous toucher au cœur.

Véronique HALLEREAU

Paul Claudel - « Mémoires improvisés. Quarante-et-un entretiens avec Jean Amrouche - 1951-1952 », Cahiers de la NRF. Gallimard, prix franco : 169 F.

Citoyen

En une lettre ouverte adressée aux académiciens français, « gardiens du Temple de la langue », Roland de Bodt s'inquiète du sort réservé, dans les dictionnaires, à la démocratie, ferment des libertés : « vingt lignes sur deux mille cinq cent pages » !

« Définir un mot, c'est inévitablement ouvrir un débat ». Aucune démocratie n'est parfaite, donc aucune définition ne le sera.

Marqué par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, le XX^e siècle aura assisté à l'extension du modèle démocratique. Affirmation qu'il convient aussitôt de nuancer car « nombreux sont, aujourd'hui encore, les êtres humains pour lesquels ces droits restent purement théoriques ».

L'instauration du suffrage universel, le droit de vote accordé aux femmes (et, ultérieurement, aux populations d'origine immigrée), l'abolition de la peine de mort attestent que la démocratie résulte d'un processus, non d'un fait acquis une fois pour toutes.

Ouvrant le débat sur le sens de la langue, l'auteur nous interpelle sur le sens de la citoyenneté et l'avenir de la construction démocratique dont nous devrions tous être de fervents acteurs.

A l'heure où, fille de la peur, la haine réapparaît, ce petit ouvrage tonique est un salutaire outil de réflexion.

Michel TACK

Roland de Bodt « Démocratie ». Éditions Luc Pire, Bruxelles. 2000. 64 pages. prix franco : 70 F.



Lys Rouge

La réparation, après plusieurs années d'interruption, de notre revue le *Lys Rouge* n'est pas passée inaperçue. Surprise pour les anciens abonnés de recevoir ce numéro inattendu de la revue, curiosité de la part de nouveaux amis intrigués par le titre, les réactions positives ont été nombreuses et nous ne pouvons que nous en féliciter. Elles montrent que le *Lys Rouge*, avec sa place un peu à part dans l'éventail des publications éditées par la NAR, a une vocation propre et qu'il peut toucher un public qui va bien au delà du cercle de nos amis et sympathisants.

Les centres d'intérêt du *Lys Rouge* restent les mêmes que dans le passé. D'abord tout ce qui touche l'histoire du royalisme français et la Famille de France. Ensuite des nouvelles des monarchies étrangères et de l'activité des royalistes des autres pays et enfin, quand l'occasion nous en est donnée, des débats ou des controverses sur les sujets d'actualité.

Le sommaire du numéro 49, qui marque la reprise de la publication, est une bonne illustration de cette variété. On y apprend, dans une étude très fouillée de Jean-Philippe Chauvin, les différents avatars du titre *Lys Rouge* (celui de Jean-Marc Bourquin dans les

années d'après-guerre, celui de Christian Masson en 1970-71, et enfin celui de la NAR depuis 1976) ; on suit l'évolution et les problèmes des royalistes italiens ; une revue de presse montre comment s'est effectuée la transmission du pouvoir dans les monarchies de Jordanie et du Maroc ; un hommage au défunt comte de Paris et un témoignage émouvant sur son fils le prince François rappellent la présence de la Famille de France ; enfin la Corse fait l'objet d'un débat avec la publication des thèses de la NAR et la réponse critique d'un militant autonomiste.

Cette présentation sommaire n'a pour seul but que de vous inciter à lire ce numéro (prix 35 F franco) ou mieux encore à vous abonner (85 F pour quatre numéros). C'est aussi pour vous donner l'envie de collaborer vous-mêmes au *Lys Rouge*, que ce soit sous forme d'articles, de document, de pistes de recherche.

Le *Lys Rouge* a fleuri, n'oubliez pas de l'arroser...

Yvan AUMONT

➔ Sur simple demande nous vous enverrons la liste des anciens numéros encore disponibles (certains en très peu d'exemplaires) dans lesquels on trouve des choses passionnantes !

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste** - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 17 octobre : Normalien, ambassadeur de France, Pierre MAILLARD fut le conseiller diplomatique du général de Gaulle de 1959 à 1964. Témoin privilégié et acteur de l'histoire, notre invité est tout particulièrement qualifié pour nous expliquer l'évolution des relations entre « Charles de Gaulle et l'Allemagne », qu'il évoque et qu'il analyse dans un ouvrage dont *Royaliste* a récemment rendu compte. Même si ces relations s'inscrivent chronologiquement dans le cadre de la guerre froide, leur examen demeure indispensable à la compréhension des rapports, toujours complexes, que nous entretenons avec nos voisins.

● Mercredi 24 octobre : Licencié en droit et titulaire d'un DEA de Sciences politiques, Marc JOLY est conseiller national du Mouvement des Citoyens. Il vient de consacrer un ouvrage au souverainisme qui est d'une pleine actualité : l'Europe des Quinze est dans l'impasse, le passage à l'euro est annoncé dans l'indifférence ou l'hostilité. Pour les lecteurs de *Royaliste*, il tombe aussi à point nommé puisque la candidature de Jean-Pierre Chevènement (qui a écrit la postface du livre) suscite questions et controverses. D'où le « Débat sur le souverainisme » que Marc Joly a accepté d'animer en compagnie de Bertrand Renouvin et de Philippe de Saint-Robert (sous réserve) qui a préfacé le livre de notre invité.

● Mercredi 31 octobre : pas de conférence en raison des vacances de la Toussaint.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

En souscription (parution le 8 novembre)

Un livre co-signé par
Sylvie Fernoy et Bertrand Renouvin

Le Krach de l'euro

Prix de souscription (jusqu'au 8 novembre) : 75 F franco
après cette date : 90 F franco

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Solitude des rois

Nous devrions être ravis. En peu de mois, que de progrès pour les idées que nous défendons ! Le roi Siméon, désigné comme chef du gouvernement de la Bulgarie. Le roi Michel, appelé par le président de la République roumaine à participer au relèvement de son pays. Et maintenant Mohamed Zaher Shah, qui apparaît comme le seul recours possible en Afghanistan.

Il y a vingt ans, les thèmes royalistes étaient considérés, au mieux, comme d'aimables utopies. Il est maintenant banal de considérer les rois et les princes comme des arbitres « naturels », de les appeler aux affaires pour rétablir la démocratie après une guerre civile ou une phase totalitaire, de les prier de bien vouloir assurer le redressement de leur pays. L'exemple de Juan Carlos d'Espagne a été médité, mais aussi celui de Norodom Shihanouk, et tout commentateur risque désormais de paraître fastidieux.

Cependant, à l'heure où de dangereux irresponsables appellent à la guerre des civilisations, il est bon de souligner que la symbolique royale a des effets positifs dans l'Espagne latine et catholique, dans la Bulgarie slave, orthodoxe et musulmane, dans la Roumanie latine et orthodoxe, dans l'Asie musulmane et dans l'Orient bouddhiste – sans oublier nos « vieilles » monarchies scandinaves et protestantes. Voilà un intéressant phénomène politique, intimement lié à la singularité nationale ! Or il contribue à la bonne intelligence de peuples vivants selon des cultures très différentes

et situés de diverses manières dans le processus complexe et violent de la modernité.

En Orient et en Occident, cette symbolique royale est d'autant plus pacifique et apaisante que les princes et les rois appelés ou rappelés aux affaires ne posent pas de préalable institutionnel : ils ne demandent pas la restauration de la monarchie, mais offrent de servir leur pays selon sa légalité constitutionnelle. Ce qui n'exclut pas des évolutions, dès



lors qu'elles seraient délibérément voulues par le peuple...

Oui, vraiment, nous devrions être ravis de trouver dans l'actualité tant de matière à réflexions édifiantes.

Tel n'est pas le cas. Tout simplement parce que l'« évidence » de la fonction royale s'impose sur fond de catastrophe. C'est après le martyre du Cambodge et de l'Afghanistan qu'on s'en remet à des rois. C'est après le désastre stalinien, aggravé par une décennie d'ultra-libéralisme, qu'on s'aperçoit que Michel de Roumanie et Siméon de Bulgarie pourraient être utiles.

Faut-il donc attendre que des peuples soient épuisés par la guerre et la misère pour mettre en pratique des démonstrations

vieilles comme le monde ? Pour nous, quelle amertume. On aurait pu éviter, voici dix ou vingt ans, tant de tragédies. Il suffisait d'avoir la force d'aller contre les préjugés de l'époque. On n'a pas eu ce courage minuscule, et ce sont des populations entières qui ont été sacrifiées dans la compassion générale, lorsqu'il y avait la guerre, puis dans l'indifférence totale quand il y avait « seulement » la misère et le désespoir.

Craignons que l'intérêt distant pour Michel et Siméon, craignons que le soutien empressé à Zaher Shah ne soient finalement que des ruses de cette indifférence de plomb. On va chercher l'homme providentiel, ou il paraît s'imposer comme tel, mais il peut donner prétexte à la défausse. Que le « père de la nation » s'emploie à calmer ses enfants terribles qui menacent nos vies et nos intérêts ! Que le « roi-sauveur » se débrouille avec ses miséreux qui troublent de temps à autre notre bonne conscience !

Après les premiers secours humanitaires, on les laissera seuls. Seuls, face aux immenses difficultés que soulève la reconstruction politique, économique et sociale d'un pays ravagé. Seuls, avec la promesse de subsides qu'il faut négocier pied à pied avec les maîtres chanteurs du FMI. Seuls, face aux milieux du crime organisé. Contrairement à ce que croient certains, la symbolique n'est pas une magie, et la royauté ne recèle aucune puissance ésotérique. En chaque pays, l'œuvre proprement politique (l'unité, la justice, la liberté) ne peut s'accomplir que dans une forte relation dialectique entre le pouvoir et le peuple et dans la coopération entre les nations. Quand le roi est de retour, ce n'est qu'un commencement.

Bertrand RENOUVIN